

Jean-Paul Huchon

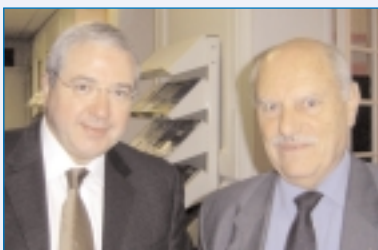
Président de la région Ile-de-France

Les régions veulent être dans le « *directoire* » des pôles

Que ce soit sur le service minimum en cas de grève des transports franciliens ou sur la gestion et le contrôle des pôles de compétitivité – trois de niveau mondial ont été retenus en juillet dernier pour l'Ile-de-France par le *Comité interministériel pour l'aménagement du territoire* – Jean-Paul Huchon a donné de multiples preuves de réalisme et de bonne « gouvernance » lors du petit déjeuner du *club Lamennais* du 25 octobre, présidé par Noël Clavelloux, président du *Conseil national des Ingénieurs et des Scientifiques de France*, et animé par François Gervais, rédacteur en chef de la *Lettre Horizons politiques*, qui s'est tenu sur le thème des « pôles de compétitivité ».

Le président de la région Ile-de-France a expliqué, avec brio et conviction, la genèse de ces trois pôles dont celui de l'*Image Multimédia et Vie numérique* qui va faire parler de lui, car il va permettre bientôt à des millions de gens de jouer au « poker en ligne ».

La région a joué un rôle de fédérateur d'énergies. « Nous avons écouté principalement les industriels et les chercheurs. Les collectivité



Jean-Paul Huchon et Noël Clavelloux

locales n'ont pas cherché à intervenir sur le fond des dossiers », a-t-il précisé. De même, à l'avenir, selon lui, la région n'interférera en aucune manière sur les politiques qui seront menées par les décideurs locaux même si elle veut faire valoir, aux côtés des financeurs, des objectifs « de qualité, de territorialisation et d'emploi ».

Voilà une attitude réaliste qui se situe dans la droite ligne de l'action de ce président de région qui entend être « un chef d'orchestre qui essaye d'harmoniser les initiatives plutôt qu'un chef de file qui fait marcher au pas ».

Le courant est passé entre Jean-Paul Huchon et les ingénieurs qui lui ont posé de nombreuses questions portant aussi bien sur l'évaluation future des résultats des pôles de compétitivité que sur les formations nécessaires pour correspondre au mieux à leurs besoins. Le président de la région Ile-de-France a invité les ingénieurs à prendre directement contact avec ses services afin de participer aux différents ateliers thématiques par « bassins de vie » afin d'élaborer un « schéma régional de développement économique » de la région dont il devait annoncer, le jour même, la création au conseil régional d'Ile-de-France.

La foi dans la possibilité de réussir

Le président de la région Ile-de-France est particulièrement impliqué dans la réussite des pôles de compétitivité. « Il y a quelque chose qui m'a toujours frappé et qui fait que je continue à agir aussi bien dans le privé que le public et le para public. Quand je vois quelque chose qui marche alors que normalement cela ne devrait pas fonctionner, je suis très heureux, a-t-il insisté. Et c'est ce que j'ai vécu dans cette affaire des pôles de compétitivité ! »

L'ancien bras droit de Michel Rocard a expliqué dans le détail comment il avait organisé les équipes pour la mise au point de ces pôles. « Certaines réunions comportaient jusqu'à 250 à 300 personnes. Il fallait travailler avec tous ces gens-là extrêmement compétents. J'avais l'impression d'avoir un certificat d'études et de réunir des prix Nobel ! Mais l'important, c'était d'avoir cette foi dans la possibilité de réussir et surtout cette conviction de rapprocher les industriels, les chercheurs et les autorités publiques et que les synergies qui pouvaient s'organiser avaient un sens. » Le président de la région entend contribuer à mettre ainsi l'Ile-de-France à l'heure de la Scandinavie, de l'Angleterre et des Etats-Unis ou de la Chine qui prouvent l'efficacité intellectuelle et la puissance de tels pôles.



Une évaluation « objective » des pôles

Interrogé sur le rôle des régions dans la future « gouvernance » des pôles dont certains vont entrer en activité dans quelques mois, le président de la région Ile-de-France s'est étonné que « l'Etat jacobin », totalement absent selon lui du processus d'élaboration, se soit manifesté après coup pour en réclamer la gouvernance exclusive. « Il y a eu un petit échange d'arguments avec l'Etat pour lui dire que, dans la mesure où ce sont pratiquement toutes les régions qui ont porté ces projets avec leurs partenaires, il n'était pas possible de les exclure de la gouvernance, a-t-il précisé. Nous demandons d'être parties prenantes en particulier dans le *directoire* ou le conseil de surveillance et ensuite dans un comité de financeurs avec l'Etat », a-t-il ajouté. Jean-Paul Huchon s'est félicité d'ailleurs que, dans la plupart des cas, il en soit ainsi. Souvent la région représente les autres collectivités locales – intercommunalités et départements –, « ce qui n'est pas sans intérêt sur l'évolution institutionnelle », relève ce régionaliste fervent.

Pour parvenir autant que possible à une « évaluation objective » des résultats de ces pôles de compétitivité, Jean-Paul Huchon préconise le recours à des « experts extérieurs ». « Des cabinets privés peuvent nous aider. Sinon, nous risquons d'être considérés comme juges et parties. Cela jetterait de la suspicion sur le processus qui est actuellement plutôt vertueux », a-t-il souligné.

Le choix est entre Fabius et DSK

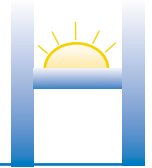
Jean-Paul Huchon est un adepte du parler vrai. Il l'a démontré en répondant aux traditionnelles questions de politique politicienne qui terminent ce petit déjeuner.

Invité à commenter la décision du sénateur-maire UMP de Marseille de recourir à des entreprises privées pour palier le manque de transports après trois semaines de grèves des tramways, Jean-Paul Huchon s'est souvenu que, lorsqu'il était maire de Conflans, pendant la grande grève de 1995, il avait financé des cars pour transporter les gens : « J'étais alors considéré comme un "jaune", mais il y avait des milliers de gens de Conflans qui voulaient aller travailler à Paris », a-t-il dit avant d'ajouter : « Je pense qu'il faut un service garanti et qu'il faut l'organiser, car, sinon,

cela se retournera contre les organisations syndicales elles-mêmes. D'un point de vue politique, elles n'ont pas intérêt à être complètement sourdes à cette demande du public. »

Après avoir rappelé que le gouvernement avait fait voter son projet de service minimum garanti lors de la « dernière séance » du STIF, qu'il présidait, Jean-Paul Huchon a ajouté : « Maintenant que c'est fait, je ne vais pas, moi, tout d'un coup, prendre la croisade pour revenir là-dessus. Ce serait stupide. Même si les gens de gauche, chez moi, veulent m'y obliger, je n'ai pas très envie de bouger là-dessus. »

Enfin à propos des « primaires » au sein du PS pour choisir le prochain candidat pour 2007, le président de la région a affirmé : « Il y a deux candidats sérieux. Laurent Fabius avec ce qu'il représente, et Dominique Strauss-Kahn parce qu'il a beaucoup réfléchi. Je pense qu'il offrirait une alternative vraiment intéressante au libéralisme à l'américaine mâtiné de colbertisme de Sarkozy. » En guise de conclusion, il a estimé que les Français n'ont pas envie de revoir les anciens – Chirac et Jospin. C'est pourquoi, a-t-il indiqué, « je ne crois pas tellement au retour de Lionel Jospin ». C'est bien clair.



Jean-Paul Huchon

Président de la région Ile-de-France

PORTRAIT

Régionaliste, fédérateur et conciliateur

LONGTEMPS INSTALLÉ DANS L'OMBRE DE MICHEL ROCARD puis de Dominique Strauss-Kahn et Bertrand Delanoë, Jean-Paul Huchon est désormais un homme qui compte dans la vie politique française. Il est d'ailleurs, depuis mars 2004, le « deuxième élu » de France après le président de la République puisque sa circonscription de la région Ile-de-France regroupe environ six millions d'électeurs. Qui dit mieux ? Il a réussi récemment à faire plier le gouvernement à propos de l'affaire du STIF (Syndicat des transports de l'Ile-de-France) en négociant personnellement avec Dominique de Villepin.

S'il consacre les trois quarts de son temps à la région, il a gardé un pied dans le privé. Il anime l'un des tout premiers cabinets de « chasseurs de têtes » spécialisé dans les collectivités territoriales car il ne touche que 2 000 euros par mois pour son activité de président du conseil régional (sur son salaire mensuel de 3 200 euros, il en reverse 1 200 au PS). Il garde ainsi le contact avec le monde de l'entreprise qu'il connaît bien.

Jean-Paul Huchon a dirigé notamment le *Crédit agricole* (1984-1986) puis la banque *EXOR* (1986-1988). Il est passé chez *PPR* (*Pinaut-Printemps-La Redoute*) où il a été, pendant dix-huit mois, le conseiller du président de *Pinaut-Printemps* (1993-1995) avant de prendre la direction, avec un ami aujourd'hui disparu, d'un cabinet de « chasseurs de têtes », *Progress associés*, en 1995.

Gérer la région comme une entreprise

Il entend gérer la région, c'est sa marotte, comme une entreprise. « *Je voudrais être un fédérateur d'énergies* », aime-t-il à dire. Il a montré toute son efficacité au moment du lancement des pôles de compétitivité. En quelques mois, la région Ile-de-France a ainsi pu décrocher trois pôles d'envergure internationale avec *System@tic* (logiciels et systèmes complexes), *MediTech Santé* (infectiologie, cancer) et *Image Multimédia - Vie numérique*. Il se bat maintenant pour obtenir à la région un droit de regard aux côtés des entreprises sur la gouvernance de ces pôles de compétitivité. Il finira bien par l'emporter. Car la « patte » de *Big Cat* – c'était son surnom avec celui, moins amène, de *Polochon* – est particulièrement efficace et redoutable y compris en politique. Ce social-démocrate, européen fervent, qui fut longtemps le principal « lieutenant » de Michel Rocard, a su se forger une « majorité plurielle » bien à lui... à la Mitterrand. « *Plus je vieillis, confie-t-il, plus je deviens mitterrandiste* » !

Depuis l'échec de Paris à la candidature des JO 2012, il est en passe de rééquilibrer son image médiatique par rapport à Bertrand Delanoë même s'il ne figure pas encore, contrairement au maire de Paris, dans les sondages de popularité, parmi les présidentiables du PS.

En tout état de cause, ce « conciliateur » né est ap-



précié aussi bien de ses alliés communistes et Verts que du leader de l'UMP, le sénateur sarkoziste des Hauts-de-Seine Roger Karoutchi qui n'a pas hésité à le soutenir dans sa croisade pour obtenir une revalorisation des sommes allouées aux transports en région francilienne. Jean-Paul Huchon, bon prince, lui en a rendu publiquement hommage. Sa victoire aux régionales de 2004, sur son slogan « *Une région humaine et forte* », a changé Jean-Paul Huchon. Certains le voient moins gros, d'autres, plus grand... Sa popularité dépasse désormais les simples frontières de la gauche. La preuve : s'il a été élu aux régionales face au duo formé par le porte-parole du gouvernement Jean-François Copé et au très médiatique maire UDF d'Issy-les-Moulineaux André Santini (avec le soutien affiché de Nicolas Sarkozy), c'est parce qu'il a su attirer sur son nom pas moins de 30% d'électeurs UDF et 15% d'UMP franciliens !

Un travailleur acharné

D'abord, c'est un travailleur acharné. A la région, Jean-Paul Huchon commence à ses journées à 8 heures du matin et les termine autour de minuit, et sa vie de famille en souffre parfois. Il arrive au président du conseil régional d'Ile-de-France de faire dix-sept discours par jour ! Et pourtant, il n'aime pas le baratin. Comme Jaurès, il veut partir du réel et se méfie des théories sans applications. A sa sortie de l'Ena en 1971, arrivé au ministère des Finances en tête de liste, il surprend son monde en choisissant... les affaires sociales, le parent pauvre de l'administration, pris souvent en désespoir de cause par les moins bien classés.

Homme de convictions et de combats, il a adhéré à 23 ans au PSU. Il suivra Rocard comme directeur de cabinet, d'abord au Plan en 1981, puis à l'Agriculture, et enfin à Matignon de 1988 à 1991. Il aura l'occasion ainsi de côtoyer les « éléphants » et de les juger. Dans son livre *Jours tranquilles à Matignon*⁽¹⁾, il se souvient qu'à l'époque Laurent Fabius adoptait « une attitude distante, faite de silence, d'indifférence hautaine ou de glaciales remarques qui mettaient mal à l'aise ». A Matignon, Rocard phosphorait, Huchon verrouillait et arrangeait les coups. Il a toujours gardé cette attitude conciliante. « *Je sais rester zen, parler bas pour que l'autre baisse le ton.* » Il a appris à laisser passer les orages et, sur le long terme, il arrive à ses fins. Sa méthode fonctionne à merveille au sein du conseil régional d'Ile-de-France où il dirige avec doigté sa majorité très « gauche plurielle ».

Partisan d'une « Europe des régions »

Européen convaincu, il est l'un des rares dirigeants du PS à se prononcer pour une « Europe fédérale », « l'Europe des régions ». Jean-Paul Huchon soutient la motion de François Hollande au congrès de la mi-novembre du Mans. Il a pris au fil du temps ses distances avec son ancien mentor, Michel Rocard, qui lui avait laissé la direction de la mairie de Conflans-Sainte-Honorine dans les Yvelines de 1994 à 2002 après l'avoir pris comme premier adjoint depuis 1977. La première mandature de Jean-Paul Huchon, minoritaire dans l'assemblée régionale d'Ile-de-France, a été très délicate. Avec sa dernière campagne en 2004, il a remporté sa première victoire personnelle et se sent les mains libres.

Fan de rock et de cinéma américain

Dans ses rares moments de temps libre, Jean-Paul Huchon s'adonne à deux passions. Il est fou de cinéma américain et ultra fan de rock, incollable historien et pianiste amateur de punk et de hard. Une fois par trimestre, il fait des conférences sur le rock qui réunissent 300 personnes. Il est aussi à l'origine du festival *Rock en Seine*. C'est un amateur de bon vin, et il fait bien la cuisine. Son plat préféré est le navarin de veau aux petits légumes. Et quand il le peut, il va, le dimanche matin, en Sologne, à Nouan-le-Fuzellier, se reposer un peu. Il ne chasse pas contrairement à son voisin, l'ancien ministre socialiste Claude Bartolone. Le dimanche soir, il rentre à Paris. La vie d'un président de région en Ile-de-France est très prenante. Les Franciliens, qui ont vu dernièrement Jean-Paul Huchon distribuer des tracts au petit matin sur le quai de la gare du Nord pour le bon fonctionnement des transports en Ile-de-France, commencent à le savoir.

FRANÇOIS GERVAIS

(1) PARU CHEZ GRASSET EN 1993, 280 PAGES

Fonctions et mandats actuels :

- Président de la région Ile-de-France depuis 1998 (réélu en 2004)
- Administrateur civil
- Cofondateur du cabinet Progress (chasseurs de têtes)

Éléments biographiques :

Né le 29 juillet 1946 à Paris, marié, père de deux enfants
Premier adjoint (1977-1994) puis maire de Conflans-S^{te}-Honorine (1994-2001)
Directeur de cabinet de Michel Rocard à Matignon (1988-1991)